

Bonsoir et merci de votre présence.

Ce que je propose ce soir, c'est le regard d'un journaliste de terrain, pas celui d'un spécialiste, planter le décor comme on dit, quitte à revenir sur des choses connues en apparence évidentes pour ceux qui suivent l'actualité.

Avant de répondre à la question, quelles issues face au chaos moyen-oriental, une région que je connais assez bien pour y avoir effectué de nombreux reportages – j'étais présent en avril 2003 à Bagdad quand la capitale irakienne est tombée aux mains des forces américaines - je partirai d'un constat : je reste persuadé ou tout au moins qu'il n'est pas impensable d'affirmer que l'invasion de l'Irak en 2003, dite « Guerre contre le terrorisme », 13 ans après la première guerre contre ce pays et après un terrible embargo, a été le déclencheur de tout ce qui s'est produit par la suite. Autrement dit, même s'il ne faut pas négliger d'autres facteurs antérieurs à 2003, le chaos que vit aujourd'hui cette région du monde, est la conséquence directe des interventions occidentales conduites par les États-Unis en Irak en particulier celle de 2003.

Rappelons-nous : Après les attentats de New York de septembre 2001, on nous a imposé l'idée que la Qaida regroupait une quarantaine d'organisations disposant d'un centre de commandement qui se serait déplacé d'Afghanistan en Irak. Le groupe fondée par Ben Laden était présenté comme une sorte d'organisation mondiale, un « *network* » planétaire, donc comme une menace globale à laquelle il fallait apporter une réponse globale. Pour ce faire, on n'a pas hésité à échafauder des scénarios et fabriquer de fausses preuves : des liens organiques entre Ben Laden et Saddam Hussein, l'existence d'armes de destruction massives (ADM) qui pouvaient d'un moment à l'autre être utilisées contre l'Occident quand il n'était pas suggéré que Bagdad allait les mettre à la disposition de la Qaida...

Les États-Unis ont donc considéré que se focaliser sur la seule Qaida, l'Afghanistan et l'Irak de Saddam ne suffisait pas pour régler le problème. Il fallait tout changer. Ils ont alors inventé la théorie dite d'« instabilité constructive » - la secrétaire d'État Condoleezza Rice a parlé de « chaos créateur » - qui considérait que la « stabilité » des régimes en place était un obstacle aux intérêts américains, et mis en œuvre le concept de « guerre préventive » pour parer à toutes menaces. Par régimes en place, comprendre ceux que Washington désignait par le vocable de « *rogue state* » (États voyous) ou faisant partie de « l'axe du mal » (Libye, Syrie, Irak, Iran...). D'où le projet de Grand Moyen Orient (GMO), de remodelage de la carte régionale, projet qui n'était rien d'autre qu'une stratégie de fragmentation du Moyen Orient en micro-états sur une base confessionnelle ou ethnique. On se souvient aussi que Bernard Lewis, devenu conseiller du vice-président Dick Cheney - un des architectes de cette stratégie d'« instabilité constructive » avec son collègue le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld - avait de plus décrété la mort du monde arabe en tant qu'acteur politique.

Je crois qu'aujourd'hui, la réalité a dépassé en pire ce que préconisait Washington car le processus enclenché en mars 2003 par la Maison Blanche lui échappe, il n'arrive plus à le contrôler. Qui plus est, il a enfanté un monstre dénommé Daech (acronyme de l'État islamique en Irak et au Levant).

Plus grave, ces interventions américaines évoquées ci-dessus n'ont fait que nourrir et amplifier le ressentiment des populations de la région, d'autant qu'elles ont eu lieu dans un contexte de non règlement de la question palestinienne, qui reste une question centrale, et donc de persistance d'une crise moyen-orientale qui dure depuis plus de 60 ans.

Ajoutons que l'islamisme, toutes tendances confondues, un temps choyé et instrumentalisé par Washington et ses alliés dans le contexte de la guerre froide – cela s'est vu en Afghanistan contre les soviétiques – soutenu par les pétromonarchies du Golfe, via la Ligue islamique mondiale basée en Arabie saoudite, s'est aussi et surtout nourri de l'échec des régimes nationalistes autoritaires arabes (Égypte, Syrie, Irak, Libye, Algérie) et de leurs projets de modernisation autoritaire par le haut des sociétés arabes et maghrébines. Des régimes dont la fragilité s'est révélée au grand jour après la chute de l'URSS qui était leur principal appui.

Revenons à la guerre américaine en Irak. Elle a duré 8 ans de 2003 à 2011, alors que Georges Bush avait promis que les « *boys* » rentreraient à la maison au plus tard fin 2003.

Cette guerre, première étape de mise en œuvre du GMO, a été un lamentable échec. Elle a été surtout un désastre humain, socio-économique et environnemental : plus de 600 000 morts, deux millions d'Irakiens ont quitté le pays. Il s'est vidé de ses élites (des centaines de milliers d'universitaires, de médecins, d'ingénieurs, de techniciens, d'intellectuels et d'artistes)... L'Irak, comme le souhaitaient les néoconservateurs américains, a été ramené 50 ans en arrière. En tout cas, le pays est sorti exsangue.

La société irakienne, déjà fragilisée par la dictature sanguinaire de Saddam Hussein, par 13 ans d'embargo, trois guerres dont celle contre l'Iran (un million de morts), a été totalement déstructurée. Cette guerre a de plus ravivé et aggravé les fractures et rivalités confessionnelles et ethniques, fait remonter à la surface de vieux contentieux datant de 1920 (le tracé des frontières, la question kurde). Mais surtout, elle a jeté les bases d'un embrasement incontrôlable.

Pourtant, acculé, isolé au sein de la Ligue arabe – seul Kadhafi a pris la défense de Saddam - Saddam Hussein, qui était un affreux dictateur, assume une grande responsabilité : n'avait-il pas accepté de faire le sale boulot en faisant la guerre contre l'Iran alors considéré comme la principale menace pour Washington et ses alliés du Golfe ? N'avait-il pas réprimé de manière sanglante les révoltes kurde et chiite et toute opposition à son régime ? Et bien, en 2003, soumis à de terribles pressions, il était prêt à tout accepter. Mais George Bush et les néoconservateurs en avaient décidé autrement. Et d'ailleurs, ils ne lui ont pas laissé le temps en décidant d'intervenir le 21 mars 2003 en violation de la légalité internationale, c'est-à-dire sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU.

Après la chute de Bagdad le 9 avril (j'y étais) et le chaos qui a suivi (pillages, braquages de banques, vol d'armes dans les casernes et les arsenaux désertés par ceux qui en assuraient la surveillance, règlements de comptes), Paul Bremer, nommé administrateur de l'Irak, a décidé la dissolution de l'armée et de la police irakiennes et l'épuration des institutions et services publics de tout représentant présumé du Baâth (l'ex-parti au pouvoir), sur les conseils d'une opposition arrivée à Bagdad dans les fourgons blindés de l'armée US : cette épuration a mis deux millions de personnes à la rue. Et de fait, elle a poussé une partie de la population – les sunnites – dans les bras des islamistes.

Ainsi, au lieu de ré-institutionnaliser le tissu socio-politique irakien dans une perspective moderniste et démocratique, Washington, fidèle à son projet de remodelage de la carte régionale, a choisi de reconstruire le nouvel État sur une base ethnico-confessionnelle, pseudo fédérale, qui a fait que les rares partis politiques ayant tenté de mettre en avant une citoyenneté commune, ont disparu dès les premières élections de janvier et d'octobre 2005, pour laisser place à des partis confessionnels et, partant, ouvrir la voie à l'implosion du pays en trois entités, kurde dans le nord, chiite dans le sud, sunnite dans le nord-est irakien, avec en toile de fond quelques bombes à retardement, par exemple Kirkouk, riche région pétrolière que revendiquent les kurdes, les arabes sunnites et les turcomans (ethnie turcophone en partie chiite, soit autour de 500 000 individus). En tout état de cause, la politique américaine a, de fait, alimenté les crispations sectaires que les salafistes vont rapidement instrumentaliser.

Entre parenthèses, soulignons au passage que les pays du Golfe qui ont aidé à détruire le régime de Saddam – c'est du Koweït que les 148 000 soldats et les 2000 blindés américains sont entrés en Irak et c'est des bases US implantées au Qatar et aux Émirats que partaient les bombardiers américains, etc. - n'ont rien gagné puisque ce sont leurs pires ennemis, les chiïtes, proches de Téhéran, qui ont raflé la mise. Ce qui ne sera pas sans conséquence pour la suite puisque les pays du Golfe vont, par le biais d'ONG pseudo-caritatives, venir en aide à leurs « frères » sunnites irakiens opprimés par l'« ennemi » chiïte.

Je pense que tout a basculé à ce moment-là. Les ingrédients d'une crise qui allait embraser une bonne partie du Moyen Orient étaient en place. Les djihadistes salafistes, profitant de la confusion post-Saddam dans un pays livré à l'anarchie malgré la présence des 150 000 soldats américains vont dans un premier temps s'allier aux baâthistes chassés des administrations, de l'armée et de la police, avant de s'affirmer comme acteur et faire de l'Irak une nouvelle terre de djihad après l'Afghanistan.

Pour résumer :

- C'est dans ce contexte qu'est né l'État islamique (EI ou Daech), qui ne s'appelait pas encore l'EI, dirigé par le Jordanien Abou Mossab Zerkaoui (tué en 2006), organisation affiliée à la Qaida (pas pour longtemps comme on le verra), un djihadiste expérimenté, arrivé directement d'Afghanistan, qui allait mettre en scène les exécutions d'otages et de marines tombés entre ses mains. C'est lui qui va porter la guerre contre les chiïtes à son paroxysme, à coups de voitures piégées et d'attentats kamikazes, avant de s'attaquer aux autres minorités (chrétienne, yazidi, bahai) et caresser le projet de territorialisation djihadiste que ses successeurs, dont un certain Abou Bakr al Baghdadi, tout juste sorti de la sinistre prison d'Abou Ghraïb comme des centaines d'autres futurs djihadistes, vont mettre en place.
- Et c'est à la faveur de la guerre en Irak que l'islamisme radical, alors en perte de vitesse dans plusieurs pays – vaincu militairement en Algérie – va reprendre du poil de la bête grâce, entre autres, aux « exploits » de Zerkaoui, médiatisés de manière voulue par al Jazira (véritable force de frappe médiatique) et amplifiés et relayés par Internet – on comptait en 2005 plus de 5000 sites djihadistes. Et, partant, se présenter rapidement en alternative aux régimes en place qui ont renoncé, selon les salafodjihadistes à l'Islam. Les salafistes, dont le discours était relayé en boucle par la télévision qatari al-Jazira, se faisaient fort de montrer que si la « guerre des six jours »

en 1967 a été un désastre pour l'Égypte de Nasser, si le Baâth irakien a échoué et a été balayé par les « croisés » en 1990 puis en 2003, c'est parce que ce n'étaient pas des régimes islamistes... Et de porter la guerre au Maroc en 2003, en Jordanie en 2005, en Europe (Madrid en 2004, Londres en 2005) à Java, Fatah al islam (Liban en 2006), Alger en 2007 signant l'acte de naissance de l'Aqmi (Qaida au Maghreb islamique)... des attentats qui portaient tous la signature de la Qaida...

Au final, ne maîtrisant plus une situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer, les États-Unis remettent au placard le GMO, jouent la carte de l'islamo-nationalisme irakien. Contre une plus grande participation des sunnites à la gestion du nouvel État, l'armée US obtient l'aide des milices sunnites Sahwa (l'éveil) formées à l'origine par des anciens du parti Baâth : ce qui a permis de contenir sans toutefois l'éliminer la menace djihadiste, et permettre la tenue des élections. **Mais c'était trop tard. Le mal était fait. Il était profond.**

En effet, une fois parti le dernier soldat US en 2011, l'Irak, qui a coûté, selon l'économiste américain Joseph Stiglitz quelques 3000 milliards de dollars, sans compter la mort de quelques 5000 marines et GI's et plus de 36 000 blessés, est devenu au bout de huit ans de guerre un pays miné, au paroxysme, par ses divisions ethniques et confessionnelles. **La politique sectaire et répressive du premier ministre chiite Nouri al Maliki a démultiplié le ressentiment anti-chiite chez les sunnites et alimenté fortement la radicalité sectaire.** Cela s'est surtout vu quand le mouvement de protestation sociale et politique parti de Tunisie avait gagné la plupart des pays dont l'Irak : à Bagdad, les rares manifestations réclamant des réformes politiques, voire la fin du confessionnalisme, ont été brutalement réprimées par la police du régime. Dans les régions à majorité sunnite, les fonctionnaires nommés par le gouvernement et les forces de sécurité majoritairement chiites, corrompues, se comportaient comme une force d'occupation. Et ont permis aux islamistes radicaux de rebondir dans ces régions complètement délaissées par le pouvoir de Bagdad. C'est dans ces conditions, le 4 janvier 2014, que Falloujah à 50 kms au nord de Bagdad, ex-fief de la guérilla sunnite contre les forces américaines, tombe entre les mains de Daech, première étape de la conquête par ce mouvement de tout le nord de l'Irak.

Libye, Syrie, on n'a pas tiré les leçons de la guerre en Irak

Libye. Loin de tirer les leçons de la guerre de 2003, voilà que les capitales occidentales, Paris et Londres notamment, interviennent en Libye avec le même prétexte – abattre un dictateur et promouvoir la démocratie – et, on le constate aujourd'hui, avec les mêmes résultats : une Libye déchirée par une guerre civile, devenue un arsenal à ciel ouvert pour tous les djihadistes du coin, qui se sont mis en tête de faire main basse sur le Sahel, conduisant deux ans après la chute de Kadhafi à une autre intervention militaire en janvier 2013, cette fois ci au Mali. Et depuis quelques temps, on reparle de nouveau d'une intervention en Libye. Toujours est-il que c'est de Libye d'abord, et non de Syrie, que sont partis plusieurs centaines de migrants vers l'Europe. Et ce n'est pas fini. Deux ans après la chute de Kadhafi, Daech s'est installé en Libye, d'abord à Derna dans l'est du pays et depuis une année à Syrte (lieu de naissance du dictateur libyen) dont il en a fait, de fait, sa capitale. Aujourd'hui, Daech est aux portes de la

Tunisie, revendique les derniers actes ayant ensanglanté ce petit pays (musée du Bardo, Sousse, etc) et tente de supplanter l'Aqmi dans les pays du Sahel.

Syrie. Concernant le cas de la Syrie, la logique aurait voulu qu'on tire les leçons de ce qui s'est passé en Libye qui plongeait inexorablement dans le chaos. Eh bien non. Sur insistance des Saoudiens et des Qataris, après la chute de Moubarak en Égypte, et d'une opposition entièrement dominée par les Frères musulmans, Washington et ses alliés ont décidé d'en finir avec le régime de Bachar al-Assad en poussant à la militarisation des révoltes contre laquelle mettait en garde Omar Idlebi dès septembre 2011, un des représentants des Coordinations des comités locaux (LCC) qui animaient alors la contestation populaire syrienne : « si la révolution s'écarte de son parcours pacifique (...) elle sera vidée de son sens » avertissait-il (L'Humanité du 28/09/11). *Une parenthèse avant de poursuivre : le régime de Bachar est une affreuse dictature. Il ne s'agit pas de le dédouaner car après tout ce qui s'est passé, Bachar al Assad doit se retirer du pouvoir. Mais c'est aux Syriens d'en décider, pas Paris ou Washington. Après tout, les capitales occidentales avaient bien négocié avec Milosevic qui est resté au pouvoir cinq ans après les accords de Dayton (1995) mettant fin au conflit de l'ex-Yougoslavie. Ce qui n'a nullement empêché les serbes de contraindre Milosevic à quitter le pouvoir (battu à l'élection présidentielle en octobre 2000). Comme quoi...*

Au tout début de la crise syrienne, il était possible **de faire plier Assad** lequel avait commencé à faire des concessions, jugées insuffisantes, par ses pairs de la Ligue arabe, à savoir l'Arabie saoudite et le Qatar et sa diplomatie de l'argent visant à favoriser l'instauration de régimes théocratico-religieux, ce qui est quand même un comble, mais aussi par la Turquie et naturellement Washington et Paris ! **En fait, ayant opté dès 2012 pour une solution militaire à la crise syrienne – Paris assurait même que le régime syrien était en phase terminale – les capitales occidentales ont écarté toute solution basée sur un compromis négocié entre tous les protagonistes...**

Mais, le cas syrien s'est avéré plus compliqué. Le régime de Damas, jouant sur la peur des islamistes et réprimant à tout va, a réussi à fédérer autour de lui toutes les minorités non sunnite, y compris les Kurdes, aidé dans sa tâche par les djihadistes, notamment par l'irruption sur la scène syrienne de l'EIL, dont une branche va faire dissidence et se transformer en Front al-Nosra (branche syrienne de la Qaida). L'armée syrienne libre (ASL), aidée dans un premier temps par le Qatar et la Turquie va très vite être submergée par la multitude de groupes islamistes radicaux, dont Jaish al-Islam (armée de l'islam) de Zahran Allouche (soutenu par Riad) et Ahrar Cham de Hassan Aboud, soutenu par Ankara et Doha, sans compter le Front al-Nosra (branche syrienne de la Qaida), des groupes qui ont constitué une coalition militaire, Djaish al Fatah (Armée de la conquête) qui ne faisaient pas mystère de leur projet d'instaurer un État basé sur la Chariâa et que les occidentaux relayés par de nombreux médias, surtout en France car les médias anglo-saxons, et même allemands, sont plus nuancés, comme une opposition « modérée » ! Et d'ailleurs, on ne le dit pas, à Alep, les Arméniens ont été les premiers à s'opposer aux islamistes, et ce, avant d'être rejoints par les Alaouites (minorité à laquelle appartient le chef d'État syrien), les Chrétiens et les Kurdes, dans cette partie de la ville aujourd'hui sous contrôle de l'armée syrienne.

Pour en revenir à cette opposition armée dite modérée, elle est aussi soutenue par Washington, Londres et Paris, qui lui ont fourni des armes et des instructeurs. On a vu ainsi le sud de la Turquie se transformer petit à petit en base arrière des groupes djihadistes et le

territoire turc devenir une zone de transit des djihadistes en provenance d'Europe, d'Asie centrale et du Maghreb. Tant que ces djihadistes se battaient contre le régime syrien, les capitales occidentales ont fermé les yeux avant de commencer à s'en inquiéter. **A 30 ans de distance, ce qui se passe aujourd'hui en Syrie rappelle un peu le scénario afghan, avec Peshawar (Pakistan) comme base arrière, et l'arrivée de ces milliers de volontaires maghrébins et arabes et autres, encadrés et entraînés par des instructeurs de la CIA et des services de l'ISI (Pakistan), s'en allant combattre les soviétiques « athées » ! En tout cas, on est quelque peu dans le même cas de figure... comme quoi !**

Et pendant que Hollande et ses amis du Golfe réfléchissaient au comment éliminer Bachar al Assad (Laurent Fabius a même déclaré en 2012 qu'il ne méritait pas de vivre), surgissait en juin 2014 l'État Islamique en Irak et au Levant (Daech ou EI) qui va changer la donne et rebattre les cartes.

Certes on peut toujours gloser sur cette prétendue entente tacite entre Damas et Daech. Mais toujours est-il que l'EI s'est constitué un territoire de plus de 200 000 km² à cheval sur la Syrie et l'Irak, a tenté d'annexer le Kurdistan syrien avec la complicité de la Turquie, avant d'étendre son territoire en 2015 en s'emparant de Ramadi en Irak et Palmyre en Syrie... Et si Daech, avec la complicité d'Ankara n'est pas parvenu à contrôler le Kurdistan syrien, c'est grâce à la résistance opposée par les YPG kurdes (Unités de protection du peuple), la branche armée du PYG (Parti de l'union démocratique kurde syrien), aidé certes par les frappes de l'aviation américaine. Pour compléter le tableau, signalons que le PYG a constitué en octobre dernier une nouvelle alliance militaire arabo-kurde, les Forces démocratiques de Syrie (FDS), comprenant, en plus des YPG, des groupes arabes Djaïch Al-Souwar (l'« Armée des révolutionnaires ») et Burkan Al-Furat (Le « volcan de l'Euphrate ») ainsi qu'un groupe assyrien (chrétien).

Je disais donc que l'irruption de Daech a changé la donne. On a vu Barack Obama constituer dans la précipitation une coalition contre cette nouvelle menace à laquelle se sont joint avec réticence la Turquie et l'Arabie saoudite. Obnubilé par les Kurdes qu'il réprime durement, Ankara ne combat que mollement ou pas du tout l'EI qu'il laisse toujours commercialiser son pétrole via le territoire turc. Quant à Ryad, qui a mis en place une sorte d'Otan sunnite (constitution d'une coalition comprenant plusieurs pays arabes et non arabes comme la Turquie et le Maroc) pour casser du Houthi (chiite) au Yémen, sans y parvenir, Daech n'est pas une priorité.

Et un an plus tard, alors que la Turquie s'apprêtait à mettre en place une zone d'exclusion aérienne – cette zone était prévue en octobre dernier - la Russie, que personne n'a vu venir et que l'on pensait affaiblie (dixit Bernard Guetta sur France inter), intervient en Syrie et impose l'Iran comme acteur de la crise alors que jusque-là, il n'en était pas question.

Entre temps, Riad, dans un dernier sursaut, convoque un sommet de l'opposition syrienne dite modérée... et auquel n'a pas été convié le **Conseil démocratique syrien (CDS) présidé par Haytam Manâa (regroupement des Kurdes et de plusieurs forces arabes syriennes non islamistes) lequel préconise une issue politique basée sur un compromis acceptable par tous les acteurs de la crise.**

En décembre 2015, le conseil de sécurité de l'ONU adopte une feuille de route qui marque l'échec de la solution militaire (le départ de Bachar n'est plus un préalable), prévoyant un cessez-le-feu et des négociations entre toutes les composantes de l'opposition syrienne et le pouvoir syrien pour la mise en place d'une autorité de transition, et ce, dans un délai de six mois à compter du 1^{er} janvier 2016.

Et depuis hier mardi (26 janvier), ont commencé des négociations inter syriennes à Genève pour décider de participer ou non aux pourparlers avec le régime de Damas. Mais sans la présence du PYD kurde et le CDS a affirmé Laurent Fabius ! Est-ce à dire que Paris, se réfugiant derrière ses alliés saoudiens et qataris, puisque selon Fabius « la France les conseille », a pesé pour que les Kurdes n'y soient pas ? On verra.

Sur le terrain, même s'il est difficile de se faire une idée précise de la réalité, beaucoup de choses ont changé : L'EI recule. La destruction de ses installations par les Russes le prive d'une bonne part de ses revenus. Il est loin d'être fini et il est toujours présent tant que la Turquie et les pays du Golfe ne lui auront pas coupé le robinet. Mais, selon un document des services secrets turcs, les forces kurdes et leurs alliés arabes – on ne le dit pas souvent – contrôlent 14% du territoire syrien contre 11% pour l'opposition armée dite modérée.

En conclusion, j'ajouterai, avant de clore ce propos qu'il était possible d'éviter le pire dès 2012. Le prix Nobel de la paix et ex-président de la Finlande aujourd'hui diplomate onusien, Martii Ahtisaari, dans un entretien exclusif au Guardian du 15 septembre 2015, a révélé avoir fait part aux occidentaux d'une proposition russe selon laquelle Bachar al Assad était prêt à s'effacer. Washington et Paris avaient refusé persuadés comme je l'ai dit plus haut que le régime syrien vivait ses dernières heures. En ce début d'automne 2012, le nombre de morts en Syrie tournait autour de 10 000 personnes et le nombre de réfugiés était de 12 000. Quatre ans plus tard, on dénombre plus de 250 000 morts et quelques quatre millions de réfugiés dont plusieurs centaines de milliers tentent de rejoindre l'Europe du nord.

Et si réellement on veut en finir avec Daech, quoi de plus simple pour l'Arabie saoudite de lui couper les vivres et pour la Turquie de fermer sa frontière syrienne, d'interdire le trafic de pétrole et, surtout, d'interdire que son territoire serve de transit aux armes et aux djihadistes en provenance d'autres pays du monde.

Je m'arrête là. Sur les issues, on en débattrait avec les participants...

Hassane Zerrouky, Paris le 27 janvier 2016